

Ce matin, Michel Boyancé nous a exposé la doctrine du bien commun, telle qu'elle a été façonnée par la pensée grecque antique et prolongée par l'Église catholique. Prolongement, mais aussi reconfiguration, tant la Révélation chrétienne change les données quant à l'idée qu'on se fait du souverain bien, qui ultimement ne peut être que Dieu et la communion à Dieu, communion à la fois personnelle et communautaire. Sous ce rapport, le bien commun, si on l'identifie à Dieu, ne peut pas être réduit à un idéal ou à une valeur : c'est une réalité objective, en l'occurrence une personne. C'est vrai aussi si, sans même parler de Dieu, on considère le bien commun comme l'ensemble des conditions qui permettent à une communauté politique donnée d'atteindre sa perfection, et de s'ouvrir à la grâce, pour paraphraser *Gaudium et Spes*¹.

Michel Boyancé a proposé sa propre définition : « Le bien commun, c'est le meilleur bien possible des personnes humaines réelles en tant qu'elles sont en relation dans l'unité d'une société politique. » Sur le fondement de cette définition, quelques remarques ont été apportées : d'abord, cela suppose l'existence d'une communauté politique concrète, donc une société où des personnes ont en commun davantage que la simple appartenance à la nature humaine ou le hasard qui les a fait naître, habiter ou migrer dans tel endroit plutôt que tel autre. C'est tout l'enjeu pour la France contemporaine : qu'avons-nous en commun ? Que voulons-nous avoir en commun ? cf. le constat lucide et amer de Raphaël Glucksmann, qui prenait conscience qu'il se sentait plus proche des élites de Berlin, New-York ou Hong-Kong que de ses propres concitoyens de Picardie. Par ailleurs, ce bien commun ne se réduit pas à des conditions matérielles, ou de justice, mais il englobe toutes les personnes et tout dans chaque personne, jusqu'à la dimension spirituelle. Le bien commun suppose encore, en plus des relations de justice, une amitié politique. La crise des gilets jaunes a fait resurgir, outre une revendication de justice, une perte de l'amitié politique.

Un point particulièrement intéressant a été soulevé avec le mouvement de balancier, dans l'histoire de l'Église, entre le primat ancien du tout (la société politique, l'Église, etc.) et le primat récent de la personne (qui a émergé en réponse aux totalitarismes qui prétendaient faire des personnes de simples moyens au service du tout). Michel Boyancé a insisté sur un nécessaire rééquilibrage, aujourd'hui : la personne peut être dite au service du tout, si la société politique est porteuse d'un bien commun, qui n'est réductible ni à la somme des intérêts particulier, ni au consensus démocratique à un moment donné de l'histoire d'une société.

Pour un regard plus théologique, et plus directement lié à la question de la pauvreté, fr. Emmanuel Perrier nous a retracé l'histoire de la théologie de la libération, les difficultés qu'elle a engendrée, et les enseignements qu'on peut tirer de cette expérience à la fois conceptuelle et pratique. Cette théologie est née dans un contexte précis : l'Amérique latine, dans les années 1960, la décolonisation récente, l'influence du marxisme à l'époque encore soutenu par des régimes politiques puissants, des nations jeunes fragmentées, la déstabilisation des structures sociales traditionnelles, etc. Un fait qui n'a pas été souligné dans l'exposé, et que je crois important : c'étaient des pays quasi-intégralement catholiques, en tout cas chrétiens. Et l'immense question était la suivante : comment se fait-il que des sociétés aussi catholiques aient pu laisser prospérer des systèmes aussi injustes, tant sur le plan politique, qu'économique ou social ? Aujourd'hui, la question se pose aussi aux Philippines, avec le régime de Duterte. Quelle est l'influence concrète de l'Évangile pour transformer en profondeur des mentalités ? Et cette question de Gutierrez : est-ce l'homme tout entier, et l'homme concret dans l'histoire, que le Christ vient sauver, ou bien la foi chrétienne n'est-elle qu'une consolation eschatologique, à dimension purement privée et spirituelle ? Benoît XVI, dans son discours d'ouverture de la conférence d'Aparecida, en 2007 (la suite de Medellin, Puebla, etc.), a bien souligné qu'on ne pouvait pas réduire la foi chrétienne à l'intime et à l'eschatologique. La capacité de l'Évangile à transformer en profondeur une société reste une question capitale, qu'on peut évacuer en disant, et c'est vrai, qu'une société se transforme par la conversion personnelle et la sainteté de ses membres, mais tout de même... Je ne crois pas qu'on puisse simplement éluder cette question, et garder « les deux mains dans la cuvette de Ponce Pilate »².

Le P. Perrier a ensuite montré les failles de la théologie de la libération : la dépendance à des grilles d'analyse importées des sciences sociales et humaines insuffisamment critiquées ; la filiation marxiste indubitable, qui conduit à identifier des opprimés et des oppresseurs, en conflit irréductible solvable uniquement par la violence, et conduisant à une obligation de s'engager dans un camp, et à tout justifier dès lors qu'on se croit dans le bon camp ; une réinterprétation de la Bible et de l'histoire de l'Église en fonction de cette grille de lecture qui lui est exogène ; une redéfinition du péché comme structure collective d'oppression, et de la rédemption comme

¹ « [...] le bien commun, c'est-à-dire cet ensemble de conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres, d'atteindre leur perfection d'une façon plus totale et plus aisée » (Vatican II, Const. *Gaudium et Spes* n°26 §1)

² Cf. Georges BERNANOS, *La grande peur des bien-pensants*, in ID, *Essais et écrits de combats*, t.1, Gallimard, NRF, « éditions de la Pléiade », 1971, p.99

la libération de cette oppression par les seules forces de l'homme ; une lecture dialectique de tous les rapports sociaux et politique, jusque et y compris au sein même de l'Église.

L'enseignement majeur de cette expérience théologique et pratique, c'est qu'il faut se méfier de toute interprétation totalisante et politique de la rédemption. J'oserais dire qu'une part de la séduction de la théologie de la libération vient de ce primat du politique, qui résonnait aux oreilles catholiques, même en France : c'est le « politique d'abord » de Maurras. Mais comme le fr. Emmanuel l'a justement souligné, la séduction suprême de la théologie de la libération, comme de toutes ces tentatives d'auto-rédemption de l'homme au plan politique, c'est que ça dispense de la conversion personnelle : une fois qu'on a identifié les structures injustes, les systèmes à renverser, on n'a plus à se convertir soi-même. C'est la réponse bien connue de Mère Térésa à un journaliste qui lui demandait ce qu'il fallait changer dans le monde : « Toi, et moi », avait-elle répondu. Tour rapporter, et en particulier le salut, au plan politique c'est d'une part, c'est oublier que le salut vient de Dieu, et de lui seul, et d'autre part c'est s'exonérer à bon compte de la nécessité d'une conversion théologale. Par ailleurs, au titre de la méthode théologique et même de la vie spirituelle, partir de l'expérience humaine et des aspirations d'une société ou d'un groupe dans un contexte donné, c'est presque inéluctablement imposer nos propres conditions à Dieu sur le salut que nous voulons qu'il nous apporte. C'est oublier que Dieu n'est pas fait pour l'homme, mais l'homme pour Dieu. Gardons toutefois, en positif, de l'expérience de la théologie de la libération, cet aphorisme du père de Lubac –qui n'était pas du tout dans ce mouvement- : « Quand on choisit les pauvres, on ne peut pas se tromper, car on choisit *comme Jésus*, et on choisit *Jésus lui-même*. »³

La table ronde de cet après-midi a décliné, sur le fondement de l'exposé doctrinal de Philippe de Saint-Germain sur le principe de subsidiarité, la manière dont ce principe était à l'œuvre dans les activités de terrain dans le combat contre la pauvreté. La disparition progressive, en France, des corps intermédiaires (famille, Église, syndicats, etc.) a laissé seul l'individu face à l'État, d'une part, et face au marché, d'autre part, ce qui n'a peut-être pas été assez souligné. Dès lors, il devient difficile que dans toute action politique ou sociale, le niveau de décision soit le plus proche des personnes concernées, puisqu'il n'y a plus que deux échelons : la personne d'une part, l'État et le marché d'autre part.

Chacun à leur manière, Pierre Durieux, responsable national de l'association Lazare, pour des colocations solidaires entre jeunes professionnels et personnes de la rue, et Benjamin Rosier, responsable local du Secours Catholique – Caritas France, ont montré à partir de leur expérience de terrain la validité du principe de subsidiarité. Je retiens quelques points :

1/ redécouvrir la gratuité. On le sait, les prestations sociales ne manquent pas en France, et personne n'est condamné à vivre dehors, à ne pas manger. Mais ce système de prestations sociales est menacé parce qu'il a été pensé pour des conditions économiques, démographiques, et morales entièrement différentes (celles de la France d'après-guerre). Surtout, il ne garantit pas la relation humaine, qui exclut plus que tout le reste. La charité, comme la justice, ne doivent pas être seulement effectives (efficaces), mais affective (en créant une relation d'amitié).

2/ viser à la responsabilité des personnes. C'est là où la subsidiarité s'applique. Le modèle Lazare, c'est que la personne accueillie paye sa colocation, fût-ce avec les aides publiques, et qu'elle contribue à la vie de la colocation en fonction de ses talents, et des besoins de la communauté. Il s'agit de restaurer la personne dans sa dignité, et ça ne peut se faire que dans un climat d'amitié réelle, de vie commune, en reconnaissant que le pauvre n'est pas seulement une personne qui a des besoins et des droits, mais une personne qui a des dons à partager. Il s'agit que les pauvres ne soient pas seulement *objets* (de sollicitude), mais *sujets* (d'action).

3/ passer d'un système de prestations à un modèle d'accompagnement, qui s'adresse à la personne dans son intégralité et sur le long-terme. On peut s'interroger sur la capacité des pouvoirs publics à assumer un tel rôle, ou même sur leur légitimité pour cela. En tout cas il est certain que le secteur associatif doit en être conscient, même s'il ne peut pas pallier toutes les défaillances de notre modèle social.

Inévitablement, le temps d'échanges a fait resurgir plusieurs questions, sans possibilité de réponse immédiate et simple : l'attitude de l'Église en général, et des chrétiens en particulier, face à ce pauvre particulier qu'est le migrant, dans les conditions actuelles ; la dimension confessionnelle et d'évangélisation des œuvres caritatives catholiques (Benoit XVI avait mis en garde contre la dérive d'une Église réduite à une ONG comme une autre) ; la responsabilité ou non et le caractère volontaire ou non de certaines pauvretés. J'ai été frappé du rôle, plusieurs fois souligné, de la destruction de la famille, dans les grandes problématiques de pauvreté. Le rôle du divorce, des familles monoparentales, etc., dans la crise sociale, c'est le grand impensé, le grand tabou de notre société : c'est vrai pour le logement, pour la marginalisation, pour la violence, etc.

Je n'ai pas pu assister aux ateliers, je soulignerai toutefois l'expérience de la maison Bernadette, dont Arthur et Maguelone ont témoigné, parce que je la connais un peu. La maison Bernadette n'est pas la clé de tout,

³ Cf. Henri DE LUBAC, *Paradoxes*, O.C t.XXXI, Cerf, 2010, p.109

pas plus que Lazare, ou le Secours Catholique, mais j'y plusieurs éléments intéressants : 1/ il s'agit de vivre avec les pauvres, dans leur propre quartier, et non pas de venir en aide de l'extérieur ; 2/ il s'agit de venir en aide de tous les pauvres, et de toutes les pauvretés (économique, culturelle, intellectuelle, etc.) ; 3/ on y est confronté à la question de la migration et de l'islam, du fait de la localisation dans les quartiers nord de Marseille, avec un positionnement clair, à la fois catholique assumé, mais sans évangélisation directe ; 4/ la vie commune et la vie de prière y sont au fondement de tout le reste ; 5/ on y est très conscient qu'on ne va pas changer radicalement la vie des quartiers Nord, même de la seule cité des Lauriers, mais on fait ce qu'on peut faire là où on est.